

2 Politique

Dialogue politique

Un émissaire de l'UA au palais !

J. O.

Libreville/Gabon

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu, mercredi, en audience, le Pr Mohamed El Hacem Ould Lebatt, émissaire de l'Union africaine (UA), en mission d'appui et de facilitation du Dialogue politique.

A 48 heures de la clôture officielle de ces assises dont le rapport lui sera remis ce jour, Ali Bongo Ondimba et son hôte ont échangé sur la mission au Gabon de l'ancien ministre mauritanien des Affaires étrangères.

A l'issue de cet entretien, le diplomate a déclaré : «*durant mon séjour au Gabon, nous avons essayé d'apporter*

une contribution positive au Dialogue, en discutant avec la majorité et l'opposition incluant celle qui n'a pas pris part au processus. Nous avons également plaidé en faveur d'une démarche qui débouche sur des résultats positifs qui favorisent la recherche continue du dialogue et du compromis entre les forces politiques du pays.»



Une phase de l'entretien entre Ali Bongo Ondimba et son hôte.

Cérémonie de clôture ce matin à la présidence de la République



Une phase de la signature des actes du Dialogue. Ici, le tour au ministre d'État, Francis Nkea (stylo) pour le compte de la majorité.



Vue partielle des commissaires lors de cette plénière finale.

Martina ADA METOULE

Akanda/Gabon

Ouvert le 27 mars dernier, le Dialogue politique convoqué par le chef de l'État Ali Bongo Ondimba se referme officiellement aujourd'hui. La journée de mercredi dernier était, entre autres, consacrée à la signature des actes issus de ces assises, par les différents participants à la phase politique.

LES travaux en commission du Dialogue politique inclusif et sans tabou se

sont achevés mercredi, au stade d'Angondjé, à la faveur d'une grande plénière qui s'est déroulée tard dans la nuit, en présence des membres du bureau de ces assises. Le rapport final y relatif sera remis ce jour, au chef de l'État Ali Bongo Ondimba. Au cours d'une cérémonie à la Présidence de la République, marquant la fin de cette messe politique qui aura duré deux mois.

Entre-temps, mercredi dernier, c'est finalement autour de 22 heures que la lecture des différents rapports des commissions a été faite. Suivie de l'adop-

tion du rapport général des travaux et de la signature des actes du Dialogue par les commissaires de cette phase politique.

Outre ceci, cette plénière finale a également été marquée par l'acclamation des membres sur les points d'achoppement entre la majorité et l'opposition qui ont, au final, abouti à un consensus. C'était entre autres l'occasion pour certains participants de s'indigner sur la manière dont les travaux se sont déroulés. Notamment, sur les positions adoptées par la majorité qui, pour d'au-

cuns, n'a pas "totalement" fait de concessions comme le camp adverse. Qu'à cela ne tienne, nombreux se sont dits "satisfaits de la rigueur, la grandeur d'esprit et la prise en compte de l'intérêt général de la nation". Lesquelles, pour eux, ont primé tout au long des travaux de ce Dialogue politique.

Rappelons que quelques jours avant la fin de ces assises, l'opposition, précisément les membres de la commission 1, en charge de réfléchir sur "les réformes des institutions et la consolidation de l'État de droit

démocratique", avaient annoncé leur retrait de la table des négociations. Ce avant de revenir à des meilleurs sentiments. Ceci, selon l'équipe de René Ndemézo Obiang et Maganga Moussavou, du fait du refus de la majorité de faire des concessions sur les points primordiaux inscrits à l'ordre du jour des débats. Une situation qui avait conduit les opposants prenant part à ce Dialogue, à émettre l'idée de remettre en cause tous les efforts faits de leur côté en termes de concessions.

Au regard de cette forte

tension qui semblait troubler le déroulement des assises d'Angondjé, des voies et moyens ont été trouvés pour débloquent les points d'achoppement relevés. C'est à ce titre que des réunions du bureau, celles de l'opposition comme de la majorité, se sont multipliées pour éviter le chaos. Fort heureusement, à en croire l'événement d'hier, le consensus a été retrouvé dans les deux camps. Cela sans avoir eu recours aux facilitateurs (lire par ailleurs).

Les co-facilitateurs au "chômage"

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Akanda/Gabon

Durant leurs travaux, les participants n'ont nullement éprouvé le besoin de recourir à la médiation des personnalités désignées à cet effet.

PENDANT toute la durée des travaux, soit plus d'un mois, les participants à la phase politique du Dialogue national inclusif et sans tabou n'auront pas eu besoin des co-facilitateurs nationaux ou de l'Union africaine (UA), pour surmonter leurs divergences et parvenir à des décisions consensuelles sur l'ensemble des thématiques qu'ils ont abordées.

Preuve du pragmatisme et de la volonté des représen-



Les facilitateurs nationaux, lors d'une précédente rencontre avec le Premier ministre.

tants de la majorité et de l'opposition de transcender leurs antagonismes, en se faisant mutuellement des concessions. En réalité, ce sont les membres du bureau de ces assises qui se

seront chargés, à certains moments, de jouer les "démolisseurs" et entremetteurs entre les deux camps. Ce fut notamment le cas lorsque les représentants de l'opposition ont quitté la table

des négociations de la commission 1 (La réforme des institutions et la consolidation de l'État de droit démocratique), au motif que leurs interlocuteurs du camp d'en face s'arc-bou-

taient sur leurs positions.

Cette réalité constituée, à tout le moins, un fait assez inédit. Vu que lors des précédentes rencontres de ce type, les facilitateurs étaient intervenus pour concilier les positions des parties en négociation. Ainsi des Accords de Paris. L'on se souvient, en effet, que réunies dans la capitale française du 5 au 27 septembre 1994, la délégation de la majorité et celle de l'opposition regroupée au sein du Haut Conseil de la résistance (HCR) avaient dû recourir, à certains instants, aux bons offices du médiateur de l'Organisation de l'union africaine (OUA), Kemoko Keïta, pour débloquent certaines situations.

Autre fait marquant, contrairement à ce qui s'est

passé en 1994 où des observateurs internationaux (Henri Rethoré, ambassadeur représentant de la France, Vosker Bernesheim, représentant de l'Union européenne, Gilles Poirier, Canada, Richard Adjaho, Bénin) étaient présents, à Angondjé, les assises se sont tenues sans un œil étranger. Il faut y voir sans doute un signe de la maturité de la classe politique nationale et de la volonté des plus hautes autorités de la République d'associer uniquement les nationaux dans la résolution de leurs conflits. Comme pour signifier que les paradigmes ont désormais changé : aux problèmes des Gabonais, solutions gabonaises sans interférence extérieure finalement.